

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

En plus de cela, l'industrie minière terre-neuvienne éprouve des difficultés, à Baie Verte, entre autres localités. Dans la péninsule de Baie Verte, la société Advocate Mines fermera les mines d'asbestos qui appartiennent à Johns Manville, et le groupe Eherit à la fin de cette année. A la fin de l'année, cette industrie minière mettra 650 mineurs à pied; ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de fibre d'amianté, mais bien parce que le marché mondial est en récession due au ralentissement dans la construction et au bas prix offert pour l'amianté, sans parler du fait qu'on utilise moins d'amianté dans le monde entier parce qu'elle est dangereuse pour la santé. On mettra à pied 650 personnes; 250 sont déjà en chômage et les 400 autres le seront aussi d'ici la fin de l'année.

Dans la même ville de Baie Verte, monsieur l'Orateur, la Consolidated Rambler Mines, propriété du groupe Irving, est en train de mettre fin à ses travaux. La mine allait fermer à la fin de novembre, ce qui aurait entraîné la mise à pied de 200 employés. Elle allait fermer parce que le minerai de cuivre s'épuisait ou qu'on n'en extrayait que du cuivre de qualité inférieure. A l'heure actuelle, l'entreprise ne voit pas plus loin que le mois en cours et pourrait mettre fin à la production d'un moment à l'autre. Les affaires traînent et la mine fermera certainement à la fin de mars 1982. Cela touchera 850 personnes de la petite péninsule de Baie Verte, qui compte 11,000 habitants, dont 3,000 dans la ville de Baie Verte. Quelles mesures envisage-t-on à leur endroit? Jusqu'ici, ni le gouvernement fédéral ni le ministre du Revenu national, qui représente cette région, n'ont proposé des mesures d'aide. Ce dernier cherche quelqu'un d'autre pour s'en occuper au niveau provincial. Mais jusqu'ici, le gouvernement fédéral n'a offert aucune aide à cette mine. Que se passe-t-il? Loin des yeux loin du cœur? Faut-il habiter le centre du Canada pour qu'on s'occupe de vous? Qu'est-ce qui ne va pas dans ce gouvernement?

Voici pourtant ce qu'a déclaré le premier ministre:

Notre parti ne se contentera pas de laisser la récession se produire; nous allons la combattre et nous allons la vaincre.

Quand commencera-t-il à la combattre et quand commencera-t-il à la vaincre? Il y a un de ses chiens dressés qui fait le beau pour avoir un petit quelque chose de la caisse des faveurs politiques. Il devrait se retenir de le faire aussi souvent et insister pour que son chef respecte les engagements sacrés qu'il a pris; cela ne manquerait certes pas de l'étonner.

Comment le gouvernement s'occupe-t-il d'accroître la puissance économique du Canada? Comment renforce-t-il chacune des régions? Voici ce que le premier ministre a déclaré:

Nous allons mettre en œuvre de gros projets.

L'usine Alsands est-elle en voie de construction? Que dire du projet de Cold Lake? Quand les travaux débiteront-ils? Il y a déjà 22 mois que le gouvernement est au pouvoir. Le premier ministre ajoute également ceci:

Qu'il s'agisse d'assurer la croissance du secteur de la pêche dans la région de l'Atlantique...

L'industrie de la pêche se débat dans un profond marasme et au bord de la ruine. Depuis le mois d'août, la plupart des usines de transformation du poisson ont fermé à Terre-Neuve. Est-ce ainsi que le gouvernement fédéral accroît la puissance économique du pays et de Terre-Neuve? Est-ce ainsi qu'il favorise l'essor du secteur de la pêche? Il se tâte pour savoir s'il devrait accorder un prêt ou une garantie de 15 millions de dollars au groupe Lake qui emploie 2,500 personnes, alors qu'il

est prêt à accorder 125 millions à Consolidated Computers Incorporated. Pourquoi? Parce que nos vis-à-vis, qui sont des analphabètes, ouvrent tout grand leurs yeux et s'imaginent toutes sortes de choses dès qu'ils entendent le mot «ordinateur». Ils pensent que l'avenir est là-dedans. Disons alors qu'il s'agit de «Pêcheurs informatisés» ou de «Macro-Lac Limitée». Est-ce que cela suffirait de changer le nom du groupe Lake et de l'appeler «Lake Computers»? On verrait alors le ministre de l'Industrie et du Commerce, bondir et accorder sur-le-champ 100 millions de dollars, surtout s'il acceptait de s'installer dans l'Outaouais, à Windsor ou à Hull ou encore au Québec ou en Ontario, ce fameux «centre» du Canada. Ce n'est pas le genre d'essor économique auquel nous nous attendions.

Est-ce que c'en est fini avec la Baie verte? C'est la question qui est posée dans l'article. Est-ce que c'est vraiment fini, ou le gouvernement fédéral, qui est censé représenter tout le pays, va annoncer le lancement d'un plan d'action prévoyant l'action de l'aide financière voulue? Au lieu de cela, il essaie de se décharger de cette responsabilité sur la province. Or, c'est la province la plus démunie sur le plan financier, celle dont les moyens financiers sont les plus limités. De plus, le gouvernement fédéral l'a littéralement acculée à la faillite depuis un an et demi en lui refusant l'aide du MEER, en refusant de l'aider dans le domaine des transports, dans le domaine économique, en refusant de financer les installations fédérales qui y sont établies et que la province avait obtenues gratuitement au début de la Confédération. Le gouvernement fédéral a asséné tellement de coups que la province est désormais durcie contre le mal. Maintenant, il essaie de lui dire que si elle veut sauver le groupe Lake, elle n'a qu'à se débrouiller toute seule. Si elle veut sauver Advocate Mines, qu'elle se débrouille! Si elle veut sauver Consolidated Rambler Mines, qu'elle se débrouille! Les exemples sont légion.

Ce ne sont pas les sirènes des bateaux qui annonceront sa mort. La ville de Grand Bank n'attendra pas la suite des événements. La grande usine de poisson du groupe Lake, à Grand Bank, est fermée depuis le mois d'août. Cinq cents hommes ont été mis à pied. Les chalutiers sont amarrés à Grand Bank. Impossibilité d'aller pêcher tant qu'on n'aura pas obtenu l'assurance que l'usine de Grand Bank rouvrira. Si elle est déplacée, la ville périra. Si le groupe Lake fait faillite, la ville de Grand Bank disparaîtra ainsi que celles de Fortune, de Gaultois et de Feormeuse à moins que quelqu'un d'autre ne reprenne l'affaire en main. Étant donné la situation financière et économique actuelle des pêches canadiennes, qui s'en chargera?

Nous étudions actuellement un projet de loi mesquin, insinifiant, un simple expédient, alors que le gouvernement devrait présenter à la Chambre un programme pour faciliter le développement économique et le progrès au Canada. Comment le gouvernement se propose-t-il de combattre la récession qui sévit actuellement? Quand le gouvernement, reconnaissant ses torts, retirera-t-il cet ignoble budget du 12 novembre? Combien je m'amuse parfois à voir le ministre des Finances se rétracter. Actuellement, il s'apprête à se rétracter en grand. Il préfère attendre pour le faire que la Chambre soit en congé. Il tient à annoncer les changements à apporter quand nous ne serons plus là. Il espère procéder à notre insu.